

Vous trouvez

## l'Internationale

## à Paris

Paris 1<sup>er</sup> : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque BEGNIER, 9, Bd de Sébastopol.  
 Paris 2<sup>e</sup> : Siège des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.  
 Paris 4<sup>e</sup> : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).  
 Paris 5<sup>e</sup> : Kiosque LISON, 23, av. des Gobellins.  
 Paris 6<sup>e</sup> : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).  
 Paris 7<sup>e</sup> : Kiosque PORTAL, 258, Bd St-Germain — Librairie CAILLEAU, 7, avenue Rapp.  
 Paris 8<sup>e</sup> : Kiosque PREAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).  
 Paris 10<sup>e</sup> : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.  
 Paris 11<sup>e</sup> : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.  
 Paris 12<sup>e</sup> : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decaen.  
 Paris 13<sup>e</sup> : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.  
 Paris 14<sup>e</sup> : BRE (terrasse), 108, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLIER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).  
 Paris 15<sup>e</sup> : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.  
 Paris 17<sup>e</sup> : Kiosque MARCY, 2, av. de Villetiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.  
 Paris 18<sup>e</sup> : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.  
 Paris 19<sup>e</sup> : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.  
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

## en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.  
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.  
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.  
 Courbevoie : DAVAINÉ, 70, rue de Bezons (près de la gare).  
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.  
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.  
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.  
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd du Château.  
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.  
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).  
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.  
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.  
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.  
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.  
 Suresnes : Librairie FANET, 32, av. Jean-Jaurès.

## à Lyon et banlieue

1<sup>er</sup> arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.  
 2<sup>e</sup> arrond. : Kiosque CHAM BONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.  
 3<sup>e</sup> arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Pérl.  
 7<sup>e</sup> arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Pérl.  
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandclement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

## à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

## LIBEREZ HUGO BLANCO

Le gouvernement du Pérou a annoncé la capture du leader paysan Hugo Blanco, le 30 mai dernier. A l'heure actuelle, nous n'avons que peu de détails sur cette affaire consternante; les nouvelles du sort de Blanco sont rares et imprécises.

Nous avons déjà donné dans « l'Internationale » (n° 9, mars 1963) un certain nombre d'informations sur les luttes révolutionnaires des paysans indiens du Sud du Pérou. Dans la vallée de la Convencion, en particulier, les campesinos ont pu mettre sur pied une organisation de plus de 700 unions locales unies dans une « Federación Provincial de Campesinos » qui contrôle plus de 72.000 paysans. Une réforme agraire a pu être entreprise, malgré la résistance des propriétaires terriens, les gamonales. L'action entreprise par le gouvernement pour briser par la force cette révolution naissante, a déclenché une guérilla acharnée de la part des paysans.

Ce ne sont pas les paysans, en effet, qui ont déclenché les hostilités, mais bien la police et l'armée. Voyons ce qu'en disait Hugo Blanco lui-même dans un interview au journal péruvien « Expreso », le 28 octobre 1962.

Malgré l'ancienneté de cet interview, et certains aspects tout à fait dépassés actuellement, il est intéressant de connaître la pensée de Blanco sur la réforme agraire qu'il organisait.

En mai 1962, deux journalistes de « l'Expreso » avaient trouvé Hugo Blanco à Chaupimayo. A cette époque, il déclarait qu'il n'était pas un guérillero, mais se présentait comme « un dirigeant des travailleurs, qui n'aurait pas eu besoin de l'être si les gamonales n'exploitaient pas les campesinos si féroce-ment ». Hugo Blanco, prend des décrets, ordonne le partage des fermes de la région, fidèlement obéi par les campesinos, et aussi par les propriétaires terrorisés. Blanco gouverne pratiquement toutes les vallées de la Convencion. Il organise la justice, l'enseignement, les autorités communales, et nomme les membres des « Commissions de la Réforme Agraire » des propriétés qui tombent sous son contrôle. Jusqu'à présent, rapporte « l'Expreso », 40 des 380 propriétés de la vallée de la Convencion ont été partagées, sous le contrôle des Unions Paysannes. « Nous voulons briser le système des grandes propriétés », dit Blanco. « Nous ne voulons pas tuer les gamonales. Ce n'est pas de sang que nous vivons, mais des produits de la terre. »

A la remarque qu'il ressemblait à Fidel Castro, il répondit : « Peut-être, mais j'ai des méthodes différentes. La réforme agraire à Cuba a été le résultat de la guerre sanglante dans la Sierra Maestra. La réforme est venue après la guerre. Ici, c'est le contraire. » Il ajouta, en insistant : « Il n'y a pas de guérilla à la Convencion. Mais il y en aura, si les oligarchies la veulent, et si le gouvernement envoie des troupes pour briser la réforme agraire. Mais nous ne serons pas les premiers à tirer. Je ne serai pas responsable de ce qui arrivera si la police massacre les campesinos. »

Blanco précise qu'il a introduit à la Convencion le système coopératif, basé sur le travail communal des terres autrefois exploitées par les latifundiaires.

Avec le produit de la terre, les unions gèrent des écoles contrôlées par le gouvernement campesino et vont construire un grand hôpital à Chaupimayo.

Blanco reçoit fréquemment des délégations paysannes, d'Apurimac, Urubamba, et même de Cuzco. Elles viennent demander « conseil » au « camarade Hugo Blanco ». Les rencontres sont tenues secrètes. Les délégations s'en retournent chez elles avec trois principes fondamentaux :

— Prendre possession des terres qu'ils cultivent. Cesser de payer les fermages, cesser de travailler pour le propriétaire.

— Partager les terres libérées.

— Chasser les propriétaires.

Ce programme a eu un large succès sur plusieurs domaines. Le renom et la célébrité de Blanco se répandent chez les paysans.

## L'ARRESTATION DE BLANCO

Les seules nouvelles sont d'origine américaine, (une dépêche de l'agence U.P.I. du 30 mai, et une dépêche du correspondant à Lima du « New York Times » du 31 mai). On apprend que Blanco a été pris le 30 mai, qu'il est détenu au secret dans la caserne militaire de Cuzco, et qu'il est gravement malade. Il doit être inculpé à Arequipa, du meurtre de cinq gendarmes.

L'imprécision des nouvelles laisse craindre le pire. Peut-être Blanco a-t-il été blessé, ou torturé. La réputation de la police péruvienne n'est plus à faire sur ce plan. Leur sauvagerie envers les détenus politiques est bien connue. Il se peut également que Blanco soit privé de soins médicaux nécessaires. La dernière arrestation en masse pour délit d'opinion et la déportation en janvier de 1.200 militants ouvriers et paysans montre bien les procédés de la junte militaire au pouvoir.

En outre, les erreurs de fait contenues dans les dépêches montrent bien l'état d'esprit des dirigeants du Pérou. Blanco est présenté comme un terroriste communiste, un chef de bande. En fait, il n'est coupable que d'avoir organisé des unions paysannes en vue de la réforme agraire. En fait, il a même été attaqué et dénoncé par la « Nouvelle Revue Internationale » dans son numéro de mai. Il est à craindre que de ce côté, il ne reçoive pas toute l'aide à laquelle son action lui donne droit.

**Il ne faut pas que le gouvernement péruvien puisse mener à bien sa tentative d'assassiner Blanco. Il faut réclamer pour Blanco : le droit d'avoir un avocat de son choix, le droit à des soins médicaux, la levée du secret auquel il est soumis. Il faut envoyer des protestations à l'Ambassade du Pérou, 50, avenue Kléber, Paris 16<sup>e</sup>. Il faut organiser des manifestations, rédiger des pétitions pour la libération de Hugo Blanco.**

**L'action doit être développée pour obtenir un traitement correct pour Blanco, et finalement pour arracher sa liberté.**

**Libérez Hugo Blanco !**

## SUR LE VIF

## DEUX TACTIQUES POUR UNE PENINSULE ?

Dans le numéro de mai 63 de « La nouvelle Revue Internationale », on trouve (page 143), une déclaration du C.C. du P.C. Portugais.

« Toutes les forces d'opposition sont d'accord sur la nécessité, pour renverser le fascisme, de répondre à la force, par la force, sur le fait que la voie qui s'offre aujourd'hui au peuple portugais pour se libérer du fascisme est une voie non pacifique. »

Nous devrions nous réjouir, mais il y a gros à penser que le C.C. s'est décidé à cette déclaration sous la pression des actions « des autres forces d'opposition ». En effet, plus loin, il écrit : « Les masses populaires ne seront pas convaincues de devoir participer à la lutte armée contre la dictature jusqu'à ce que leur propre expérience acquise lors de luttes antérieures, ne les convainc et ne les y pousse. »

Avec une telle phrase, on peut se contenter d'attendre la spontanéité des masses et refuser la constitution des premiers groupes armés. Ce ne fut, apparemment pas la tactique de Fabien pendant l'occupation allemande.

Enfin, pourquoi ce qui est vrai pour le

Portugal ne le serait-il pas pour l'Espagne ? Est-il conséquent d'envisager ici la lutte armée, et à deux pas la « réconciliation pacifique » avec des gens qui sont les plus intimes amis de Salazar dans le domaine du crime ?

## DONT ACTE

Dans le dernier numéro de « France-Observateur », un échetier défend Gilles Martinet d'une accusation portée contre lui par la « Litteratournaya Gazetta ». C'est au travers d'une critique de son livre « Le marxisme de notre temps » qu'il se voit accusé d'être le « leader d'un groupe d'orientation trotskyste au sein du P.S.U. » Nous comprendrions parfaitement que Martinet soit soulevé d'indignation devant une aussi misérable accusation. Vingt années d'opportunisme devant les puissances, du stalinisme au gaullisme pourraient donc ainsi être oubliées.

En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à témoigner que jamais il ne fut, n'est et ne sera sans doute marxiste-révolutionnaire. Bien sûr, il se peut qu'il lise nos publications, mais il faut bien trouver les idées quelque part...

## LA MALADIE SENILE DU REFORMISME

Désireux de démolir à tout jamais la tendance révolutionnaire du P.S.U., un certain Maurice Combes, porte coton de Martinet, a découvert un ouvrage « La maladie infantile du communisme ». Il l'a parcouru hâtivement, il a cité quelques petits extraits et a conclu noblement dans « Tribune Socialiste » : « A l'heure où le gauchisme fait des ravages dans le parti, il faut lire, etc. »

Est-il besoin de rappeler que Lénine précisait d'abord que l'ultra-gauchisme est la rançon de la politique pourrie des partis sociaux-démocrates, et s'il y avait ultra-gauchisme dans le P.S.U., il faudrait en incriminer la bande à Depreux et sa politique.

Mais, Lénine reprochait ensuite aux communistes ultra-gauche allemands de vouloir fonder des syndicats « purs » au lieu de lutter dans les syndicats traditionnels pour en chasser la direction réformiste. Le sire Combes peut-il faire ce reproche aux révolutionnaires du P.S.U. ? Pas du tout ; il leur fait précisément grief de mener un combat socialiste au sein des syndicats.

Alors qui est ce curieux Combes ? C'est un homme qui refuse de mener la bataille dans le plus grand syndicat ouvrier, dans la C.G.T.

Est-ce un ultra-gauche par hasard ? Heu,

heu, il est à Force Ouvrière et déborde d'anticommunisme.

Mais alors, ce Combes citant Lénine est une petite canaille ? Exact.

## LA REALITE DEPASSE LA FICTION

Au lendemain de la grève de mineurs, un certain Gilbert Mathieu écrit dans « Le Monde » que les mineurs avaient obtenu des avantages substantiels, et qu'avant la fin de l'année, ils auraient récupéré les pertes financières du mois de grève. Mathieu concluait superbement que les avantages acquis seraient du bénéfice net en 1964.

Sachant que même un journaliste du « Monde » ne peut plus s'abstenir d'un semblant d'analyse marxiste dans ses écrits, le lecteur attentif fut surpris par la faiblesse de ce Mathieu qui se plaisait à analyser une situation sans la placer dans le contexte de l'économie capitaliste et sans sembler réaliser que des augmentations de prix pouvaient survenir avant 1964.

De Gaulle ne tarda pas à donner une leçon de marxisme à Mathieu. Il le fit, tout bêtement, sans grandes phrases, en augmentant les transports, le tabac, etc.

« Le Monde » n'a pas, pour autant, licencié ce piètre économiste. Après tout, il est mieux là que dans la construction navale. Ses bateaux n'iraient pas loin.